

# DON'T BUY INTO OCCUPATION – BELGIQUE

## 1. INTRODUCTION

- La coalition « **Don't Buy into Occupation** » (DBIO) est un projet conjoint de 25 organisations palestiniennes, régionales et européennes (Belgique, France, Irlande, Pays-Bas, Norvège, Espagne et Royaume-Uni). L'objectif de la coalition est d'**examiner les relations financières entre les entreprises opérant dans les colonies israéliennes illégales dans le territoire palestinien occupé et les institutions financières européennes**<sup>1</sup>.
- La construction et l'expansion des colonies israéliennes **sont des crimes de guerre** au sens du droit international et rendent impossible tout développement durable dans le territoire palestinien occupé. Les colonies sont également à l'origine de nombreuses **violations des droits humains** et constituent un élément central du **régime d'apartheid** israélien dans le territoire palestinien occupé.

Les entreprises et les institutions financières qui entretiennent des relations financières avec la colonisation **jouent un rôle crucial** dans la survie économique et l'expansion des colonies. En février 2020, les Nations Unies ont donc **publié** une « **base de données des Nations Unies** » des entreprises opérant dans les colonies israéliennes. Dans un nouveau rapport, la coalition DBIO cartographie les relations financières entre ces entreprises et les institutions financières européennes.

## 2. CONSTATATIONS GÉNÉRALES

- Entre 2018 et mai 2021, **672 institutions financières européennes**, y compris des banques, des gestionnaires d'actifs, des compagnies d'assurance et des fonds de pension, ont eu des relations financières avec **50 entreprises** activement impliquées dans les colonies israéliennes.
- Au cours de la période analysée, **114 milliards USD** ont été fournis sous forme de **prêts et de souscriptions**. En mai 2021, les investisseurs européens détenaient également **141 milliards USD d'actions et d'obligations** de ces sociétés<sup>2</sup>.
- Les **50 entreprises** pour lesquelles il a été trouvé des relations financières avec des institutions financières européennes, sont: ACS Group, Airbnb, Alstom, Altice Europe, Ashrom Group, Atlas Copco, Bank Hapoalim, Bank Leumi, Bezeq Group, Booking Holdings, Construcciones y Auxiliar de Ferrocarriles (CAF), Caterpillar, Cellcom Israel, Cemex, CETCO Mineral Technology Group, Cisco Systems, CNH Industrial, Delek Group, Delta Galil Industries, DXC Technology, eDreams ODIGEO, Elbit Systems, Electra Group, Energix Renewable Energies, Expedia Group, First International Bank of Israel (FIBI), General Mills, HeidelbergCement, Hewlett Packard Enterprise (HPE), Israel Discount Bank, Magal Security Systems, MAN Group, Manitou Group, Matrix IT, Mivne Group, Mizrahi Tefahot Bank, Motorola Solutions, Partner Communications Company, Paz Oil Company, Rami Levy Chain Stores Hashikma Marketing 2006, RE/MAX Holdings, Shapir Engineering and Industry, Shikun & Binui, Shufersal, Siemens, Solvay, Terex Corporation, Tripadvisor, Volvo Group, et WSP Global.

---

<sup>1</sup> Les membres belges de la coalition sont 11.11.11, CNCD-11.11.11, CNE, Fairfin et Intal.

<sup>2</sup> Au moment de terminer cette étude (31 mai 2021), 1 USD valait 0,8176 EUR.

### 3. CONSTATATIONS SPÉCIFIQUES POUR LA BELGIQUE

- **Solvay**, en Belgique, est l'une des 50 entreprises activement impliquées dans la colonisation israélienne. En 2019, des produits Solvay ont été observés sur le chantier de construction d'un pipeline de « contournement » à Bardala, dans la vallée du Jourdain, en territoire palestinien occupé. Grâce à ce pipeline, l'eau douce des sources d'eau palestiniennes est détournée vers les colonies israéliennes, tandis que les communautés palestiniennes elles-mêmes n'ont plus accès à la source d'eau.

Le [projet Bardala](#), qui est mené par Mekorot (la compagnie nationale israélienne des eaux), est un mécanisme visant à consolider l'emprise d'Israël sur la terre et les ressources naturelles palestiniennes. Le tracé et la raison d'être du projet renforcent l'occupation israélienne et l'apartheid, et profitent aux colonies illégales, aux dépens des communautés palestiniennes.

- **BNP Paribas** est l'un des principaux financiers des entreprises opérant dans la colonisation israélienne. La banque est le **plus grand créancier européen de ces sociétés (17,3 milliards USD)**, et est également le 12ème investisseur européen (3,335 milliards USD)<sup>3</sup>.
  - **Prêts:** sur la période janvier 2018 - mai 2021, BNP Paribas a accordé des prêts à Siemens (2,767 milliards USD), Alstom (1,549 milliard USD), Volvo (1,361 milliard USD), Hewlett Packard Enterprise (1,260 milliard USD), Cemex (1,158 milliard USD) et Caterpillar (1,154 milliard USD). Siemens et Alstom sont impliqués dans plusieurs projets de transport en territoire occupé, tandis que les machines Volvo et Caterpillar sont utilisées pour la construction de colonies et la destruction de maisons palestiniennes. Hewlett Packard Enterprise est impliquée dans le développement de systèmes de contrôle aux checkpoints israéliens, tandis que Cemex joue un rôle actif dans la construction de colonies et du Mur de séparation. En outre, BNP Paribas a également accordé des prêts à de grandes banques israéliennes telles que Bank Leumi (188 millions USD) et Mizrahi Tefahot Bank (150 millions USD), ainsi qu'un prêt de 83 millions USD à l'entreprise israélienne d'armement Elbit Systems.
  - **Investissements:** sur la période janvier 2018 - mai 2021, BNP Paribas a investi dans Siemens (822 millions USD), Cisco Systems (564 millions USD), Alstom (509 millions USD), Booking Holdings (285 millions USD), Motorola Solutions (252 millions USD) et Volvo Group (189 millions USD), entre autres.
  - Le rapport DBIO contient une étude de cas plus complète de BNP Paribas, qui expose en détail l'énorme **écart** entre la politique officielle de BNP Paribas en matière de droits humains, d'une part, et les relations financières de BNP Paribas avec les sociétés impliquées dans la colonisation, d'autre part.
- **KBC Group** est un important bailleur de fonds des entreprises actives dans les colonies israéliennes. Au total, il est question de **1,069 milliard USD** de prêts et **635 millions USD** d'investissements. KBC se classe 25ème dans la liste des plus grands créanciers européens de

---

<sup>3</sup> Le gouvernement belge est le premier actionnaire de BNP Paribas. Il reçoit des dividendes des investissements ici examinés.

ces entreprises, tout en occupant la 43ème position dans le top 100 des principaux investisseurs européens dans ces entreprises.

- **Prêts:** au cours de la période janvier 2018 - mai 2021, KBC Group a accordé des prêts à Caterpillar (602 millions USD), DXC Technology (215 millions USD) et Solvay (252 millions USD). Ces entreprises sont toutes activement impliquées dans les violations des droits humains dans le territoire palestinien occupé. Les machines Caterpillar sont régulièrement utilisées dans la construction de nouvelles colonies et dans la destruction de maisons palestiniennes, tandis que DXC Technology fournit des systèmes de surveillance aux autorités d'occupation israéliennes. Les produits Solvay sont utilisés dans la construction de pipelines, qui détournent l'eau des sources palestiniennes vers les colonies israéliennes.
- **Investissements:** sur la période janvier 2018 - mai 2021, KBC Group a investi dans Cisco Systems (247 millions USD) et Motorola Solutions (59 millions USD), entre autres. Cisco Systems est responsable de la construction de plusieurs « hubs » technologiques dans les colonies, tandis que Motorola joue un rôle important dans les réseaux de surveillance et de téléphonie en territoire occupé.
- Entre janvier 2018 et mai 2021, **Ackermans & van Haaren** a investi **468 millions USD** dans des entreprises activement impliquées dans les colonies israéliennes. Il s'agit notamment de Siemens (126 millions USD), Cisco Systems (84 millions USD), Alstom (82 millions USD), Volvo (64 millions USD), Atlas Copco (44 millions USD), Booking (37 millions USD) et Solvay (30 millions USD).
- La **banque Degroof Petercam** a investi 341 millions USD entre janvier 2018 et mai 2021 dans des entreprises activement impliquées dans les colonies israéliennes. Il s'agit notamment de Siemens (75 millions USD), Solvay (65 millions USD), Atlas Copco (52 millions USD), Booking (51 millions USD), Cisco Systems (31 millions USD), Caterpillar (17 millions USD) et HeidelbergCement (16 millions USD).
- Des banques étrangères telles que **Deutsche Bank, ING, AXA**, qui sont également actives en Belgique, entretiennent aussi des relations financières importantes avec des sociétés actives dans les colonies. **Deutsche Bank** a des prêts d'une valeur de 12,034 milliards USD et des investissements totalisant 6,412 milliards USD. **ING** a accordé des prêts à hauteur de 4,604 milliards USD, en plus d'un investissement plus modeste de 65 millions USD. Enfin, entre 2018 et mai 2021, **AXA** a investi 845 millions USD dans des entreprises opérant dans les colonies israéliennes.

> Pour un profil plus complet de chaque **société impliquée dans les colonies**, voir pp. 53 à 91 du rapport.  
> Pour une étude de cas plus approfondie de **BNP Paribas** et **HeidelbergCement**, voir pp. 36-53 du rapport.  
> Pour des **tableaux détaillés** montrant tous les investissements par entreprise et institution financière, voir le site web <http://www.dontbuyintooccupation.com/>.

#### 4. RESPONSABILITÉS DES ENTREPRISES ET DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

- **Les entreprises qui sont (in)directement impliquées dans les colonies israéliennes courent un grand risque d'être impliquées dans de graves violations du droit international humanitaire. En outre, elles risquent d'être complices de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.** Selon les mots du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), en janvier 2018 : « *Compte tenu du poids du consensus juridique international concernant la nature illégale des colonies elles-mêmes, et de la nature systémique et omniprésente de l'impact négatif sur les droits de humains qu'elles provoquent, il est difficile d'imaginer un scénario dans lequel une entreprise pourrait s'engager dans les activités énumérées d'une manière qui soit compatible avec les Principes directeurs et le droit international* »<sup>4</sup>.
- Les **entreprises** ont clairement la responsabilité - en vertu des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme et des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des multinationales - de faire preuve d'une plus grande prudence pour s'assurer que leurs activités ne contribuent pas à des violations des droits humains. Lorsque les activités, les produits ou les services d'une entreprise sont directement liés à de graves violations des droits humains, il est attendu que l'entreprise en question assume sa responsabilité et cesse ces activités.
- Selon les principes directeurs précités, les **institutions financières internationales**, telles que les banques et les fonds de pension, ont la responsabilité d'utiliser leur influence pour garantir que les entreprises dans lesquelles elles investissent respectent le droit international. Si l'entreprise en question refuse par la suite de modifier ou de cesser ses activités, les institutions financières doivent se désinvestir. Par exemple, la Kommunal Landspensjonskasse (**KLP**) a déjà donné le bon exemple en juillet 2021. **Le plus grand fonds de pension de Norvège** s'est en effet retiré de pas moins de 16 entreprises ayant des liens avec les colonies israéliennes. En septembre 2021, la Norges Bank, qui gère le **Government Pension Fund Global** » (**GPF**), a également annoncé qu'elle cesserait tous ses investissements dans deux sociétés impliquées dans les colonies.
- Depuis 2010, de nombreuses autres institutions, banques et entreprises telles que Dexia Crédit Local (France), Deutsche Bank (Allemagne), Barclays (Royaume-Uni), HSBC (Royaume-Uni), AXA IM (France), Government Pension Fund Global (Norvège), Danske Bank (Danemark), Sampension (Danemark), United Methodist Church (États-Unis), Quakers in Britain Church (Royaume-Uni), Storebrand (Norvège) et Europcar Groupe (France) ont pris la décision de se désinvestir d'entreprises impliquées dans les colonies israéliennes.

#### 5. RECOMMANDATIONS

Le rapport DBIO formule 26 recommandations à l'intention des entreprises, des institutions financières, des gouvernements européens et des autorités locales dans les États membres de l'UE, dont notamment celles-ci :

---

<sup>4</sup> UN Office of the High Commissioner for Human Rights, A/HRC/37/39/, para. 41.

- **Les entreprises opérant directement dans les colonies israéliennes** doivent cesser leurs activités à court terme et fournir l'indemnisation nécessaire aux communautés palestiniennes qui ont subi des dommages du fait de ces activités développées dans les colonies israéliennes.
- **Les institutions financières qui entretiennent des relations financières avec des entreprises impliquées dans les colonies** doivent :
  - Appliquer une diligence raisonnable renforcée en matière de droits humains sur toutes les relations financières avec les entreprises opérant dans les colonies israéliennes.
  - Utiliser leur influence pour convaincre ces entreprises de mettre fin à leurs activités dans les colonies israéliennes. Si un tel processus d'influence ne produit pas de résultat concret dans un délai raisonnable, l'institution financière elle-même doit se désinvestir des entreprises en question.
  - Prendre les mesures nécessaires pour éviter de futurs investissements dans des entreprises actives dans les colonies, grâce à l'élaboration d'une politique claire en matière de droits humains qui utilise « l'implication dans les colonies israéliennes » comme critère d'exclusion.
- **Le gouvernement fédéral** doit :
  - Utiliser son influence en tant qu'actionnaire majoritaire (7,7 %) pour pousser BNP Paribas à revoir ses relations avec les sociétés actives dans les colonies israéliennes.
  - Fournir un soutien politique et financier pour une mise à jour annuelle de la base de données des Nations Unies sur les entreprises impliquées dans la colonisation.
  - Renforcer les [conseils](#) existants aux entreprises en ce qui concerne les activités financières et économiques dans les colonies israéliennes, et les promouvoir de manière plus proactive vis-à-vis des entreprises et institutions financières belges.
  - Jouer un rôle actif dans les négociations en cours sur le Traité contraignant des Nations Unies sur les entreprises et les droits humains, et veiller à ce que les activités en territoire occupé soient incluses dans le champ d'application du traité.
  - Imposer une interdiction nationale du commerce avec les colonies illégales en territoire occupé.
- **Les conseils communaux locaux** doivent veiller à ne pas conclure de contrats avec des entreprises activement impliquées dans les colonies israéliennes.

#### POUR PLUS D'INFORMATIONS :

- Site web :
  - <https://dontbuyintooccupation.org/>
- Contact Belgique francophone :
  - Nathalie Janne (CNCD-11.11.11) [nathalie.janne@cncd.be](mailto:nathalie.janne@cncd.be)